



**PRÉFET
DE LA CORRÈZE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,
du Travail, des Solidarités et de la
Protection des Populations de la
Corrèze**

Services Vétérinaires Santé, Protection Animale et
Environnement
Cité administrative Jean Montalat
BP.314
19011 Tulle

Tulle, le 05/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BADEFORT SOLAC Ets

**ZONE ARTISANALE DE LA GENESTE
19460 Naves**

Références : DDETSPP19202500299
Code AIOT : 0006004533

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement BADEFORT SOLAC Ets implanté ZONE ARTISANALE DE LA GENESTE 19460 Naves. L'inspection a été annoncée le 15/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite entre dans le plan de programmation pluriannuelle d'inspection défini par le Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BADEFORT SOLAC Ets
- ZONE ARTISANALE DE LA GENESTE 19460 Naves
- Code AIOT : 0006004533
- Régime : Enregistrement

L'entreprise BADEFORT-SOLAC exploite sur la commune de Naves une activité de préparation et/ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, découpe, salaison et conditionnement de produits, autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 27 décembre 2018. L'activité est soumise à la réglementation encadrant la rubrique 2221-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Agroalimentaire Incendie
- AN25 Agroalimentaire Rejets aqueux
- Eau de surface
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Dispositif de rétention des	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 20 > V.	Demande de justificatif à l'exploitant	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	pollutions accidentelles			
11	— Contrôle de l'outil de production.	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 23 > II.	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
15	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 4	Sans objet
2	— Accessibilité.	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 12 > I.	Sans objet
3	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 14	Sans objet
4	— Règles générales.	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 17 > I.	Sans objet
5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 20 > I.	Sans objet
6	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 20 > II.	Sans objet
7	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 20 > IV.	Sans objet
9	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 21	Sans objet
10	— Règles générales.	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 23 > I.	Sans objet
12	— Consignes d'exploitation.	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 24 > I.	Sans objet
13	Déchets.	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 52 > 52.1.	Sans objet
14	Sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 52 > 52.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est géré de manière conforme et respecte le jour de la visite les prescriptions techniques qui lui sont applicables.

L'inspecteur des installations classées sollicite pour une parfaite compréhension la transmission d'éléments notamment au regard de l'entretien des appareils de production de froid, mais également des précisions sur la convention de rejets signée avec l'agglomération.

Une action corrective mineure concernant les rétentions de produits est également demandée. Les points relevés dans les constats ne remettent pas à ce jour en question le fonctionnement ou l'exploitation du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit au cours des cinq dernières années ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;- le plan de localisation des risques (cf. article 8) ;- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. article 9) ;- le plan général des stockages (cf. article 8) ;- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. article 9) ;- les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. article 11) ;- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques et des systèmes de détection, (cf. articles 17 et 20) ;- les consignes d'exploitation (cf. article 26) ;- le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (cf. article 29) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 31) ;- le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de prétraitement des effluents (cf. article 42) ;- le cahier d'épandage s'il y a lieu (cf. article 43) ;- le registre des déchets dangereux générés par l'installation (cf. article 57) ;- le programme de surveillance des émissions (cf. article 58) ;- les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'eau de certains produits par l'installation (cf. article 60).Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition un dossier contenant les documents liés au dossier d'installation classée ainsi qu'au fonctionnement, maintenance et contrôle périodique des installations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : — Accessibilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 12 > I.
Thème(s) : Situation administrative, Stratégie incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</i></p>
Constats :

Le site dispose d'un accès permanent accessible aux engins de secours. La voie desservie est accessible aux véhicules de grand gabarit.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 14

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8 ;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et doit permettre de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Le site dispose de moyens de lutte contre l'incendie, des extincteurs sont positionnés dans le bâtiment à des emplacements définis avec la société prestataire en charge de l'installation et de la vérification des extincteurs.

La vérification des moyens est exécutée annuellement et reportée sur un registre à disposition de l'inspection des ICPE, les rapports de vérification et de réparation ou changement sont aussi disponibles. La dernière vérification annuelle a été effectuée le 11 avril 2024, le statut des moyens est jugé conforme par l'organisme.

Une formation à l'utilisation des extincteurs a été réalisée sur l'ensemble du personnel en décembre 2021 et reportée sur le registre.

Néanmoins suite aux différents changements d'organisation et notamment le stockage des produits en réserve dans les locaux administratifs, il conviendrait d'effectuer une demande d'actualisation des moyens si nécessaire et la production d'un plan de répartition de ceux-ci.

Le site étant intégré dans la ZAC de la Geneste, il bénéficie des aménagements en poteaux incendie de celle-ci.

Lors de la visite, certains extincteurs n'étaient pas accessibles par le positionnement de divers matériels.

L'exploitant après échange avec l'inspection a fait le nécessaire instantanément et s'engage à mettre en œuvre et à diffuser une note d'information destinée à ne plus obstruer l'accès aux moyens de lutte contre l'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : — Règles générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 17 > I.

Thème(s) : Risques accidentels, Risque électrique

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage des locaux de production, de stockage et des locaux techniques ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Constats :

Le Q18 a été réalisé par le bureau Véritas en date du 19 juillet 2024, il conclut à l'absence de risque incendie et explosion.

1 non conformité mineure a été relevée à l'occasion de cette visite, et l'exploitant a fait intervenir une société le 30 août 2024 (facture présentée) afin de remettre en conformité l'installation.

La vérification périodique des installations électriques est réalisée tous les ans, les rapports sont à la disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 20 > I.

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Constats :

Les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont stockés dans la réserve et sont placés dans des bacs permettant une rétention adaptée.

Néanmoins un aménagement pourrait être effectué pour placer les bidons en cours d'utilisation sur une rétention pour limiter les risques de fuites. Cette demande est prise en compte par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 20 > II.

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Prescription contrôlée :

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Constats :

Les liquides placés sur rétention sont dissociés en fonction de leurs propriétés, de ce fait les produits incompatibles ne peuvent entrer en contact en cas de fuite ou déversement accidentel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 20 > IV.

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Prescription contrôlée :

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles fixées à l'alinéa I ci-dessus. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Constats :

Le sol du site de production est réalisé en résine, d'un aspect propre et étanche, il ne présente pas de fissure ou de détérioration pouvant remettre en question son étanchéité.

L'ensemble des rejets passe par des bondes avec grilles pour récupérer les matières, et est orienté vers un bac dégraisseur et vers le réseau d'assainissement collectif de la ZAC.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 20 > V.

Thème(s) : Actions nationales 2025, Rétention

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :- du volume des matières liquides stockées ;- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie (120 m³ minimum) ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

Le site étant intégré à la ZAC de la Geneste, il bénéficie de la mise à disposition d'un bassin de rétention aux abords de l'installation.

Néanmoins le jour de la visite, l'inspecteur n'a pu constater la présence de disconnecteur ou de By-pass automatique ou manuel permettant de réorienter les eaux d'extinction d'un sinistre vers le bassin de rétention plutôt que vers le réseau d'assainissement collectif.

L'exploitant doit obtenir la confirmation et transmettre à l'inspection les éléments justificatifs de l'existence d'un tel équipement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 9 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 21

Thème(s) : Situation administrative, Personne référente

Prescription contrôlée :

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Constats :

Le site est entièrement clôturé et bénéficie d'un système de vidéo-surveillance.

En ce qui concerne la conduite et la maintenance des appareils de production, l'exploitant a totalement sous traité celles-ci.

Par ailleurs, l'inspecteur attire l'attention sur la nécessité pour l'exploitant de garder un contrôle sur les prestations, car l'installation relève uniquement de sa responsabilité.

L'interlocuteur privilégié dans cette situation est donc la responsable qualité du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : — Règles générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 23 > I.

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

L'ensemble des vérifications périodiques listé dans la prescription est réalisé et consigné dans un registre désigné. Les rapports d'intervention sont consultables par l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : — Contrôle de l'outil de production.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 23 > II.

Thème(s) : Situation administrative, Vérification périodique

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de la réglementation relative aux équipements sous pression, l'outil de production (réacteur, équipement de séchage, équipements de débactérisation/stérilisation, appareil à distiller, condenseurs, séparateurs et absorbeurs, chambre de fermentation ou tempérée, fours, cuiseurs, tunnels de cuisson, autoclaves, friteuses, cuves et bacs de préparation...) est régulièrement contrôlé conformément aux préconisations du constructeur de cet équipement. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

Du fait de sa sous-traitance à des prestataires, l'exploitant a listé les intervenants lors de la visite.

Par ailleurs une interrogation a été soulevée sur la vérification périodique des installations de groupe froid contenant notamment du gaz R449A. Aucune fiche d'intervention de contrôle "périodique" n'a pu être présentée, et aucun marquage sur les installations n'a été observé (Arrêté du 29/02/16 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés).

L'exploitant doit de ce fait faire le nécessaire auprès de son prestataire, pour confirmer et garantir l'étanchéité du réseau du groupe froid et transmettre les éléments à l'exploitant.

Dés réception des éléments, une nouvelle visite sera conduite afin de confirmer les éléments transmis.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

N° 12 : — Consignes d'exploitation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 24 > I.
Thème(s) : Situation administrative, Consignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'obligation du " permis d'intervention " pour les parties concernées de l'installation ;- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 20 ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;- les règles de stockage définies à l'article 24 (II) ;- les modalités de nettoyage et de récupération des matières au sein des ateliers prévues par l'article 29 (II).</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Les consignes regroupant les éléments listés sont présentes dans le site à divers endroits et visibles de tous.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 52 > 52.1.
Thème(s) : Autre, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;- s'assurer pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Une convention est mise en place avec l'agglomération concernant l'élimination des déchets, des bennes ordures ménagères sont mises en place. Les cartons sont récoltés et éliminés vers la filière adaptée à proximité du site.</p> <p>Le bac à graisse est vidangé 1 fois par mois par la société Alliance Nouvelle Aquitaine.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 52 > 52.2.
Thème(s) : Autre, Sous-produits
Prescription contrôlée : <i>Si l'installation génère des sous-produits animaux rentrant dans le champ du règlement (CE) n° 1069/2009 susvisé, l'exploitant les identifie comme tels et veille à ce qu'ils soient collectés, stockés, transportés et traités conformément aux règlements (CE) nos 1069/2009 et 149/2011.</i>
Constats : L'installation génère des sous-produits animaux, l'élimination est réalisée par la société SECANIM à raison de 2 passages hebdomadaires. Et la destination des sous-produits est l'incinération.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Emissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets effluents
Prescription contrôlée : <i>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures Pour les effluents raccordés, les résultats des mesures réalisées à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration collective sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</i>
Constats : Une convention de rejet a été établie et modifiée récemment entre l'exploitant et la communauté d'agglomération de Tulle Agglo en octobre 2022. Celle-ci fixe des conditions de rejets des eaux non domestiques dans le réseau d'assainissement collectif. Au regard des éléments mentionnés, l'exploitant devra se rapprocher de la communauté d'agglomération de Tulle afin de faire préciser un point sur les VLE admissibles et plus particulièrement la DCO qui est quantifiée à une valeur maximum de 5G/L (5000mg/l), il conviendra si l'information n'est pas erronée de justifier des raisons autorisant une telle valeur, d'autant que les rejets analysés sont bien en deçà de celle-ci. Le jour de la visite le dernier rapport à date a été présenté, puis les années 2023 et 2024 ont été transmises, hormis 1 fois où les Matières En Suspension (MES) ont dépassé la valeur, les autres rapports sont conformes aux limites fixées par la convention de rejet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant